



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-CINQUIÈME SESSION

5-9 octobre 2020

TRANSFORMER L'AGRICULTURE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES: METTRE UN TERME À LA DÉFORESTATION ET PROMOUVOIR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DURABLES DES PRODUITS FORESTIERS

Résumé

Le présent document met en relief les contributions multiples des forêts et des arbres à l'agriculture et aux systèmes alimentaires durables. Il indique que l'enrayement de la déforestation doit être partie intégrante de la transformation durable des systèmes alimentaires, de même que la promotion de chaînes de valeur forestières licites et pérennes. On y trouvera esquissées les mesures qui peuvent aider à tirer parti des interactions positives et à opérer une transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires qui permette de stopper la déforestation et favorise un mode durable de production et de consommation.

Suite que le Comité des forêts est invité à donner

Afin de renforcer les contributions du secteur forestier à la transformation des systèmes alimentaires et à l'enrayement de la déforestation, le Comité demande à la FAO:

- D'intégrer les forêts dans les travaux de l'Organisation sur les systèmes alimentaires et de promouvoir les synergies, tout en opérant des arbitrages entre les forêts et l'agriculture dans les initiatives et les projets destinés à concrétiser les objectifs de développement durable, notamment par la prise en compte des forêts dans les mesures de relèvement liées à la pandémie de covid-19 et dans l'initiative Main dans la main;
- De renforcer les travaux intersectoriels de la FAO visant à transformer les systèmes alimentaires de façon à pouvoir nourrir la planète sans recourir à la déforestation, en contribuant ainsi aux efforts déployés par l'ensemble du système des Nations Unies, et codirigés par la FAO, dont l'objectif est de faire reculer la déforestation, et d'ajouter un domaine d'action relatif à l'enrayement de la déforestation au programme du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui doit se tenir en 2021;
- Collaborer avec les parties prenantes et les initiatives du secteur public, du secteur privé et de la société civile qui visent à mettre un terme à la déforestation et qui promeuvent les chaînes de valeur de produits forestiers et agricoles licites et durables.

Le Comité invite les pays à:

- Garantir la cohérence des politiques et harmoniser les mesures publiques d'incitation dans les secteurs environnementaux et économiques concernés en vue de mettre un terme à la déforestation, de promouvoir des filières d'approvisionnement ne reposant pas sur la déforestation et de transformer les systèmes alimentaires;
- Promouvoir la production et la consommation responsables de produits forestiers et agricoles et leurs contributions à l'économie circulaire, notamment par l'adoption d'innovations politiques et technologiques qui accroissent la sécurité des régimes fonciers, le caractère licite des opérations et l'efficacité de la production, améliorent l'accès aux marchés et incluent davantage les petits exploitants et les communautés forestières dans les chaînes de valeur durables des forêts.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Mme Thaïs Linhares-Juvenal
 Chef d'équipe
 Gouvernance et économie forestières
 Thaïs.LinharesJuvenal@fao.org

(copie à: COFO-2020@fao.org)

I. Contribution des forêts à des systèmes alimentaires durables

1. Environ 37 pour cent des terres émergées sont à vocation agricole (FAOSTAT, 2020¹), tandis que 31 pour cent sont occupées par des forêts (FAO, 2020²). Il existe de multiples liens et relations entre ces deux grandes catégories d'affectation des terres. Dans de nombreux pays, la sécurité alimentaire est étroitement liée aux forêts et aux arbres. Ceux-ci fournissent en effet un éventail de produits alimentaires d'origine animale et végétale, et l'alimentation d'un milliard de personnes est, dans une certaine mesure, tributaire de denrées prélevées dans la nature – viande, baies, champignons et poisson (Burlingame, 2000³). Pour des millions de ruraux et de membres de communautés autochtones qui vivent en zone tropicale ou subtropicale, la viande de brousse constitue la première source de protéines, de matière grasse et de micronutriments (Coad *et al.*, 2019⁴). On estime que 2,4 milliards de personnes – en milieu urbain et rural – utilisent du combustible ligneux ou du charbon de bois pour cuisiner (FAO, 2014⁵) et que plus de 60 pour cent des ruraux d'Afrique ne pourraient pas consommer d'aliments cuits sans le bois de feu issu des arbres et des forêts.

2. Les forêts contribuent également à la productivité et à la résilience de l'agriculture. Par exemple, l'agriculture dépend de l'eau et des bassins versants boisés qui fournissent les trois quarts de l'eau douce accessible (MEA, 2005⁶), et de nombreuses zones irriguées le sont grâce aux eaux provenant de zones boisées situées en amont. Les arbres qui se trouvent dans les paysages agricoles fournissent leur ombrage, protègent des vents et peuvent jouer sur l'habitat un rôle modificateur important, favorable à l'accroissement de la biodiversité (tant aérienne que souterraine); ils concourent ainsi aux fonctions écologiques de la biodiversité qui sous-tendent les services écosystémiques:

¹ FAOSTAT, 2020. <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/RL/visualize>. Consulté le 23 juillet 2020.

² FAO, 2020. Évaluation des ressources forestières mondiales – Rapport principal. Rome.

³ Burlingame, B. 2000. Éditorial: Wild nutrition. *Journal of Food Composition and Analysis*, 13: 99-100.

⁴ Coad, L., Fa, J. E., Abernethy, K., van Vliet, N., Santamaria, C., Wilkie, D., El Bizri, H. R., Ingram, D. J., Cawthorn, D. M. et Nasi, R. 2019. Towards a sustainable, participatory and inclusive wild meat sector. Bogor (Indonésie): CIFOR.

⁵ FAO. 2014. Situation des forêts du monde 2014. Rome [aussi disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i3710f.pdf>].

⁶ Millennium Ecosystem Assessment (MEA). 2005. Ecosystems and human well-being: current state and trends. Washington, DC, Island Press.

infiltration des eaux, santé des sols, lutte contre les organismes nuisibles et pollinisation. On estime, par exemple, que 75 pour cent des 115 principales cultures vivrières à l'échelle mondiale, qui ensemble représentent 35 pour cent de la production alimentaire mondiale, bénéficient de la pollinisation par les animaux (Klein *et al.*, 2007⁷), dont bon nombre ont le milieu forestier pour habitat. En outre, les forêts aident à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets, ce qui leur confère un rôle vital pour l'agriculture, appelé à gagner en importance avec le temps. Les agriculteurs n'ignorent rien de ces atouts, ce qui explique que 40 pour cent de l'ensemble des terres agricoles possèdent un couvert arboré supérieur à 10 pour cent (Zomer *et al.* 2009⁸).

3. Les arbres hors forêt jouent un rôle déterminant dans le renforcement de la durabilité des systèmes alimentaires. En effet, l'intégration d'arbres sur des terres agricoles peut aider à maintenir ou augmenter la concentration des nutriments dans les sols et permet une intensification durable, en évitant ou en réduisant la dégradation des terres. Les arbres présents sur les exploitations agricoles peuvent aussi fournir en permanence des aliments, du combustible, du foin et des fibres, et procurer d'autres avantages qui concourent aux moyens d'existence des agriculteurs. Lorsqu'elle est correctement planifiée et gérée, l'agroforesterie peut stimuler la productivité et accroître les revenus, en procurant aux utilisateurs des terres des avantages économiques, sociaux et environnementaux au niveau des exploitations agricoles comme à l'échelle des paysages.

4. Les avantages socioéconomiques découlant de l'utilisation des forêts et des arbres sont tout aussi essentiels pour les systèmes alimentaires durables, car l'arboriculture et la commercialisation de produits forestiers ligneux et non ligneux, qui sont des composantes courantes des revenus en zone rurale, fournissent des moyens d'acheter des aliments et d'investir dans la production agricole. La FAO (2017⁹) a estimé que plus de 40 millions de personnes, soit 1,2 pour cent de la population active à l'échelle mondiale, exerçaient des activités commerciales liées à l'approvisionnement des centres urbains en bois de feu et en charbon de bois. En période de pénurie saisonnière ou de crise externe, la part de revenu que les ménages ruraux tirent des forêts peut représenter 20 à 28 pour cent de leur revenu total et se rapproche parfois de la part de revenu tirée des cultures (Angelsen *et al.* 2014¹⁰).

II. Perte de couvert forestier et agriculture

5. L'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 fait état d'une perte nette de 178 millions d'hectares de forêts depuis 1990, perte lourde de conséquences sur les plans de la fourniture de services écosystémiques, de la conservation de la biodiversité et du changement climatique. Bien que ce rapport confirme une diminution du taux de perte forestière dans le monde, il existe à cet égard des disparités entre les régions. Alors que dans l'hémisphère nord et les pays à revenu élevé le couvert forestier s'étend, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine continuent de perdre des terres forestières à un rythme alarmant. Sur la période 2010-2020, l'Afrique a connu la plus forte perte annuelle nette de forêts, avec 3,9 millions d'hectares, suivie par l'Amérique du Sud, avec 2,6 millions d'hectares (voir COFO/2020/4.2 pour de plus amples informations).

6. L'affectation de terres forestières à l'agriculture reste le principal facteur de déforestation. Selon les estimations, 40 pour cent de la déforestation dans les pays tropicaux et subtropicaux sont imputables à l'agriculture commerciale, et 33 pour cent à l'agriculture de subsistance (Hosonuma *et al.*

⁷ Klein, A. M., Vaissiere, B. E., Cane, J. H., Steffan-Dewenter, I., Cunningham, S. A., Kremen, C. et Tscharntke, T. 2007. Importance of pollinators in changing landscapes for world crops. *Proceedings of the Royal Society B – Biological Sciences* 274: 303-313.

⁸ Zomer, R. J., Trabucco, A., Coe, R. et Place, F. 2009. Trees on farm: analysis of global extent and geographical patterns of agroforestry. ICRAF Working Paper 89. Nairobi (Kenya) World Agroforestry Centre.

⁹ FAO. 2017. Sustainable woodfuel for food security. A smart choice: green, renewable and affordable. Document de travail. Rome [aussi disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i7917e.pdf>].

¹⁰ Angelsen *et al.* (2014) Environmental Income and Rural Livelihoods: A Global-Comparative Analysis. in *World Development*, vol. 64. Supplément 1, décembre 2014, pp. S12-S28.

2012¹¹). En Amérique latine et en Asie du Sud-Est, l'agriculture commerciale est la principale responsable, tandis qu'en Afrique subsaharienne, la déforestation est imputable en majeure partie à l'agriculture de subsistance. Toutefois, l'agriculture commerciale progresse aussi en Afrique depuis quelques années. Les stratégies nationales de réduction des émissions attribuables à la déforestation et à la dégradation des forêts reconnaissant cet état de fait, elles font de l'agriculture leur secteur d'intervention prioritaire dans toutes les régions.

7. Les problèmes dont souffrent les systèmes de production qui provoquent la perte de couvert forestier sont l'absence de sécurisation des droits, les activités informelles et le non-respect des lois. Les droits fonciers sont un élément déterminant pour les moyens d'existence de milliards de personnes. L'absence de sécurisation foncière fait souvent obstacle à l'investissement dans des pratiques qui seraient viables sur le long terme et à leur adoption¹². Le caractère informel de certaines activités économiques empêche lui aussi de prêter un appui propre à favoriser la gestion durable et le développement de chaînes de valeur qui doit l'accompagner. En outre, les problèmes relatifs à l'absence de sécurisation foncière, aux activités informelles et au non-respect des lois sont les causes sous-jacentes de nombre d'incendies liés à l'agriculture qui détruisent des forêts, souvent sur de vastes étendues. Les crises, telle la pandémie de covid-19, ne font qu'ajouter à la complexité de ces problèmes.

8. Il est possible d'augmenter la productivité agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire tout en stoppant la déforestation, voire en inversant la tendance, mais cela nécessite une action concertée et des stratégies adaptées aux particularités et aux facteurs locaux qui ont trait à la déforestation, que celle-ci soit imputable à l'agriculture commerciale ou de subsistance (FAO 2016¹³). Les efforts déployés dans le cadre des initiatives visant à réduire les émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement ont contribué de manière sensible à l'amélioration de la gouvernance des forêts, notamment grâce à des approches territoriales qui facilitent l'adoption de systèmes de production plus intégrés.

9. Le secteur privé a un rôle pivot à jouer dans la réduction du taux de déforestation. À l'échelle mondiale, le secteur privé, notamment les grandes entreprises commerciales qui vendent les produits essentiels que sont la viande de bovins, le soja, l'huile de palme, le café et le cacao, est l'un des principaux responsables de la déforestation actuelle. Les mesures confiées à l'initiative du secteur privé, parmi lesquelles les systèmes de certification et les moratoires sur l'achat de produits provenant de zones déboisées, contribuent à une inversion des courbes de la déforestation. Les approches sectorielles et juridictionnelles se sont montrées particulièrement prometteuses. Toutefois, les résultats sont loin d'atteindre l'objectif de la Déclaration de New York sur les forêts, qui est d'éliminer la déforestation de toute production agricole d'ici 2020. Dans les grandes filières d'approvisionnement, les entreprises ayant pris des engagements pour une production «sans déforestation» sont encore minoritaires, et se sont montrées peu pressées d'honorer leurs engagements et insuffisamment ambitieuses sur ce plan (Déclaration de New York sur les forêts, 2019)¹⁴.

10. L'Organisation des Nations Unies (ONU) et la FAO sont les fers de lance des engagements en faveur du changement. Lors du Sommet Action Climat de septembre 2019, le Secrétaire général de l'ONU a appelé à amplifier les mesures destinées à inverser la tendance en matière de déforestation, en déclarant que «nous devons mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et

¹¹ Hosonuma *et al.* (2012) An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. *In: Environmental Research Letters*,7(4):

¹² Voir les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, adoptées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et les travaux connexes de la FAO, à l'adresse <http://www.fao.org/tenure/fr/>.

¹³ FAO 2016. Situation des forêts du monde. Forêts et agriculture: défis et possibilités concernant l'utilisation des terres.

¹⁴ NYDF Assessment Partners. (2019). Protecting and Restoring Forests: A Story of Large Commitments yet Limited Progress. New York Declaration on Forests Five-Year Assessment Report. Climate Focus (coordination et rédaction). Consultable à l'adresse forestdeclaration.org.

modifier notre mode d'exploitation agricole». Lors d'une réunion ultérieure du Comité exécutif des Nations Unies, en octobre 2019, il a prié le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la FAO de constituer, en collaboration avec d'autres entités concernées, un groupe de travail chargé de donner suite à un ensemble de recommandations visant à amplifier les mesures prises par le système des Nations Unies pour mettre un terme à la déforestation. En réponse à la demande du Secrétaire général de l'ONU, la FAO a pris des mesures de renforcement de ses travaux intersectoriels qui visent à transformer les systèmes alimentaires de façon à pouvoir nourrir la planète sans recourir à la déforestation, et ce en utilisant les mécanismes et les plateformes existants pour concrétiser cette action à l'échelon national. Cette suite de mesures devrait aussi trouver son expression dans les préparatifs du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui doit se tenir en 2021, ainsi que dans les mesures prises pour faire face à la pandémie de covid-19¹⁵.

III. Les chaînes de valeur forestières, partie intégrante de l'agriculture et des systèmes alimentaires durables

11. On estime que la création directe d'emplois et de revenu par les secteurs structurés des produits ligneux représentait au niveau mondial 600 milliards d'USD pour plus de 13 millions d'emplois en 2011 (FAO, 2014¹⁶). Lorsqu'on prend en compte les liens que le secteur du bois entretient en amont et en aval avec les autres secteurs de l'économie, ces chiffres font plus que doubler (Li *et al.*, 2019¹⁷). Les salaires versés par le secteur forestier dans les zones rurales, ainsi que les revenus tirés des forêts et des arbres par les communautés, les exploitations agricoles familiales et les travailleurs indépendants, constituent un élément déterminant pour le développement durable dans les zones rurales.

12. Un pas important est accompli vers l'instauration de systèmes de production forestière durables lorsque sont garanties la légalité et la durabilité des exportations de bois des pays tropicaux, et cela constitue l'une des principales avancées à mettre au crédit des efforts mondiaux relatifs à l'amélioration de l'application des réglementations forestières, de la gouvernance et des échanges commerciaux. Le programme de la FAO dans ce domaine, auquel l'Union européenne et d'autres donateurs apportent leur appui, est axé sur la légalité de la production et des échanges commerciaux; il a contribué au développement de filières du bois conformes à des normes environnementales et socioéconomiques exigeantes. Les travaux accomplis par 26 pays producteurs de bois tropicaux ont abouti à une transformation véritable, assortie d'engagements fermes de la part des parties prenantes au niveau des pays. L'adoption d'approches participatives débouchant sur des accords qui établissent des objectifs, et portant sur l'instauration de cadres de suivi et sur le renforcement des capacités de tous les acteurs concernés, parmi lesquels les communautés forestières et les petits exploitants, est riche d'enseignements pour les initiatives du secteur agricole, en particulier pour la conception de filières de produits agricoles exemptes de déforestation.

13. Les forêts naturelles ou plantées qui sont gérées de manière durable sont indispensables à la mise en place d'économies résilientes face au climat. Les produits ligneux sont éminemment réutilisables et recyclables, et offrent ainsi de nombreuses possibilités d'atténuer les émissions de carbone et de faire progresser l'économie circulaire. L'innovation continue a permis d'augmenter non seulement le nombre d'usages possibles des produits forestiers mais aussi l'efficacité de la production, qui se traduit par un meilleur rendement des ressources dans l'obtention des produits finis (FAO 2018¹⁸).

¹⁵ Voir <http://www.fao.org/policy-support/coronavirus-pandemic/fr/> pour les outils et les publications sur les politiques destinées à aider les pays à faire face à la crise causée par le nouveau coronavirus (covid-19).

¹⁶ FAO 2014. La situation des forêts du monde 2014. Rome [aussi disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i3710f.pdf>].

¹⁷ Li *et al.* (2019) The economic contribution of the world's forest sector. *In: Forest Policy and Economics*, Volume 100, mars 2019, pages 236-253.

¹⁸ FAO. La situation des forêts du monde 2018. Les forêts au service du développement durable. FAO, Rome (Italie).

IV. Tirer parti des interactions positives et accomplir la transformation

14. La transformation des systèmes alimentaires réclame de penser et d’agir par-delà les limites sectorielles pour traiter les principaux facteurs qui induisent des pratiques non durables, et décider d’interventions ciblées présentant un bon rapport coût-efficacité. Des modèles de production durable existent; si les principes de l’alimentation et de l’agriculture durables¹⁹ sont respectés et si les indications relatives aux filières agricoles responsables sont prises en compte, ils sont transposables dans des formes adaptées aux réalités locales²⁰. Un mode durable d’intensification, reposant sur une plus grande efficacité d’utilisation des ressources et des systèmes de production intégrés comme l’agroforesterie, peut atténuer les pressions qui sous-tendent l’expansion de la superficie agricole. Les gains de productivité doivent être complétés par des mesures freinant l’expansion des terres agricoles qui s’opère aux dépens de terres riches en carbone et en biodiversité; une planification territoriale de conception et d’application concertées, fondée sur des données factuelles, est particulièrement utile à cet égard. La promotion d’une alimentation saine, la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture et la promotion d’une économie circulaire sont déterminantes et aisées à mettre en place pour atténuer le caractère pressant des demandes d’expansion de la superficie agricole et de déforestation; elles sont en outre porteuses de bienfaits complémentaires pour la santé, la biodiversité et le climat.

15. Dans l’ensemble, le secteur privé peut et doit se faire le champion du changement. Pour autant, des résultats tangibles ne peuvent être obtenus que si les gouvernements exercent leur rôle de chef de file et prennent des mesures décisives pour harmoniser les mesures d’incitation afin d’atteindre les objectifs stratégiques et de faire en sorte que les réglementations, le suivi et l’application des dispositions soient favorables à ces résultats. Les gouvernements et les organisations internationales doivent nouer des partenariats avec le secteur agricole afin de mettre en place des systèmes alimentaires exempts de déforestation. Pour atteindre l’échelle nécessaire, sont aussi requis une pression des consommateurs et des leviers de l’action publique – d’ordre réglementaire et fiscal – dans les pays producteurs et les pays importateurs.

16. Les petits producteurs occupent une place prédominante dans plusieurs filières mondiales de produits qui sont à l’origine de la déforestation. Ils ont besoin d’un appui des pouvoirs publics qui garantira qu’un engagement de leur part en faveur d’une plus grande durabilité ne les exclura pas des marchés. Des collaborations avec les organisations de producteurs et leur renforcement, des contrats de longue durée et l’accès aux marchés, des services consultatifs techniques et commerciaux, et l’accès aux financements sont nécessaires pour aider plus particulièrement les petits producteurs à surmonter les obstacles à l’adoption de modèles de production plus durables et à absorber les pertes ou les perturbations à court terme qu’entraîne la transition vers ces modèles. Des investissements et un appui concertés du secteur public sont également nécessaires pour faire reculer la déforestation que cause la petite agriculture de subsistance.

17. Les innovations numériques offrent de multiples possibilités nouvelles. La transformation numérique peut accélérer la transformation des systèmes alimentaires lorsqu’elle est mise au service de la diffusion des bonnes pratiques, de la création d’instruments de gouvernance plus souples et transparents et de la facilitation de l’accès aux marchés. Elle peut permettre l’inclusion de populations tributaires des forêts, donner les moyens d’un commerce en ligne légal aux producteurs petits et moyens, faciliter l’inclusion financière, réduire le coût des services de vulgarisation et de conseil, et élargir les systèmes d’alerte rapide pour la gestion des catastrophes.

18. Les données et les éléments factuels, notamment ceux que diffusent les systèmes d’alerte en temps réel, sont indispensables pour opérer un changement et catalyser l’appui au moyen de

¹⁹ Voir <http://www.fao.org/sustainability/fr/> pour les principes de durabilité appliqués à l’alimentation et l’agriculture approuvés par la FAO ainsi que les 20 actions interconnectées pour orienter les décideurs dans la transformation de l’alimentation et de l’agriculture au service de la réalisation des ODD.

²⁰ Voir le document *OECD-FAO Guidance on Responsible Agricultural Supply Chains* [guide pour des filières agricoles responsables élaboré par l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO], à l’adresse <https://mneguidelines.oecd.org/oecd-fao-guidance.pdf>.

partenariats et de la coopération. La FAO dirige l'initiative Main dans la main, qui aide les pays à utiliser des données dans le but d'adapter et de cibler les interventions et investissements publics dans des secteurs géographiques qui présentent un important potentiel agricole et sont fortement touchés par la pauvreté. En associant des mesures concernant l'agriculture, la pêche, les forêts et d'autres domaines, cette initiative vise à réduire les cas d'inefficience et à accroître la durabilité en œuvrant à une plus grande intégration, à la coordination horizontale et à des dispositifs qui fassent participer des ménages et des agriculteurs, des ouvriers agricoles, des organisations de producteurs, des entrepreneurs ruraux, des prestataires de services et tous les autres acteurs pertinents.

19. Des investissements publics et privés plus importants sont nécessaires pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires dans le respect des principes d'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires²¹. Le financement privé est la première ressource impulsant le développement des entreprises, mais seule une petite partie de cette catégorie de financement promeut une production et des systèmes alimentaires durables et bénéficie aux communautés forestières et aux petites entreprises. L'investissement public dans les biens publics, y compris par des versements indexés sur les baisses de taux de déforestation tropicale qui auront été obtenues, et les levées de risques, peuvent contribuer à débloquer des flux de financement importants au service d'une transformation à grande échelle.

20. Dans l'ensemble, la cohérence de l'action publique – s'agissant en particulier des politiques relatives à l'agriculture, aux forêts, au climat, à la biodiversité et à l'économie – est le levier déterminant qui permet de généraliser le changement pour atteindre les objectifs de développement durable. Toutefois, l'incitation à la modification des pratiques requiert une cohérence non seulement dans les politiques, mais aussi dans les modalités de leur application à tous les niveaux de gouvernement.

²¹ Voir les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires approuvés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>.